

20

personnellement cette possibilité pour l'ensemble du Tiers Monde, dans un horizon visible. Je prétends que penser qu'il en est déjà ainsi c'est se condamner à faire une série d'erreurs stratégiques majeures dans la lutte. Mais je ne l'exclus pas « théoriquement », ni même « pratiquement » pour le Brésil ou le Mexique, ou l'Argentine (encore, avec beaucoup de nuances). Je l'exclus encore pour l'Inde, *a fortiori* l'Iran ou le Nigeria. Je ne l'exclus pas pour l'Afrique du Sud qui est déjà à ce stade avancé qui ne laisse plus de choix : socialisme ou barbarie.

## LES PERSPECTIVES DE L'AFRIQUE AUSTRALE\*

par Samir AMIN

1979

Au mois de décembre 1975, à l'initiative conjointe de l'Institut africain de Développement économique et de Planification (IDEP) et du Comité pour la Libération de l'Afrique australe présidé par notre frère Nathan Shamuyarira, s'est tenue à l'Université de Dar es-Salaam une importante conférence portant sur les problèmes de l'Afrique australe. Des dizaines de participants, professeurs et chercheurs originaires de l'Afrique australe et Africains des autres régions, militants des mouvements de libération parfois contraints à l'émigration en Europe, universitaires européens engagés dans la lutte aux côtés de leurs frères africains, des centaines d'étudiants ont discuté avec toute la passion qu'il convient des perspectives nouvelles ouvertes pour la région par l'indépendance récemment conquise par le Mozambique et l'Angola.

La conférence se tenait à une date qui apparaissait déjà devoir être le tournant décisif dans l'histoire de la libération de l'Afrique australe. Après trois siècles d'implantation étrangère, un siècle de colonialisme et d'impérialisme montant, l'heure du reflux avait sonné. L'Afrique australe avait été en effet absente au rendez-vous des « indépendances » du début des années 60. La Fédération d'Afrique centrale, création perfide de l'impérialisme britannique, devait priver le peuple du Zimbabwe du droit élémentaire à l'indépendance formelle concédé presque partout ailleurs en Afrique. Le Zimbabwe n'allait pas être un autre Kenya, du moins pour le moment. C'est que les prétentions des colons au pouvoir exclusif trouvaient un écho puissant en Azanie, au

### TERZO MONDO

Diretta da Umberto MELOTTI  
rivista trimestrale di studi, ricerche e documentazione  
sui paesi afro-asiatici e latino-americani

Anno XI

Nos 35-36

Samir AMIN, Sviluppo autocentrato, autonomia collettiva e nuovo ordine economico internazionale; Leone Iraci FEDELI, I paesi emarginati; Donato GALLO, Tecniche di dominio coloniale e movimenti di liberazione in Angola; Marco INGROSSO, L'America Latina modello carteriano; Pietro SCARDUZZI, Antropologia culturale e marxismo.

Tutti i versamenti vanno effettuati sul conto corrente postale n. 43564202 intestato a « Terzo Mondo Via G.B. Morgagni 39 - 20129 Milano, Italia, specificando la causale.

\* Présentation d'un ouvrage à paraître en anglais, Tanzanian Publishing House.

② cœur de la citadelle où se fondent les intérêts des colons anglo-boers, de leur Etat, du capital des monopoles américains, anglais et européens. Et si au Congo belge, non sans retard et mauvaise grâce, le colonialisme paternaliste et aveugle de Bruxelles était contraint de faire les concessions que Britanniques et Français étaient à l'époque parvenus ailleurs à maîtriser, le salazarisme s'entêtait à conserver ses « provinces africaines ». Dans ces conditions, l'indépendance de la Zambie, du Malawi, du Botswana, du Lesotho et du Swaziland n'amorçait pas réellement la libération de la région. Ces indépendances devaient être, au contraire, dans l'esprit et la stratégie impérialistes, les concessions ultimes destinées à renforcer la domination du capital monopoliste et de l'Etat sud-africain dans l'ensemble de la région.

Mais il devait en être, ici comme ailleurs, autrement : l'avenir dépend de la lutte des peuples et non des projets de leurs oppresseurs. La constance et la force avec lesquelles les peuples du Mozambique et de l'Angola ont poursuivi leur combat ont modifié favorablement les conditions de la lutte pour la libération au Zimbabwe, en Namibie et en Azanie. Elle a fini par contraindre l'impérialisme, à partir de 1975, à un nouveau repli. Repli, mais non pas capitulation évidemment.

L'objet de cette présentation n'est pas de faire un « résumé » des contributions publiées dans ce livre, mais de proposer une vue d'ensemble des problèmes de la lutte pour la libération nationale de l'Afrique australe, aux différentes étapes de son évolution et de son intégration au système capitaliste mondial. Nous examinerons donc successivement : 1) le cadre général défini par la constitution par étapes du capitalisme dépendant en Afrique tropicale et particulièrement dans sa région australe, 2) la signification de la victoire arrachée par les peuples de l'Angola et du Mozambique, 3) la nouvelle stratégie de l'impérialisme après cette victoire, et 4) les problèmes de la lutte de libération au cœur de l'« Empire », en Azanie.

#### 1. *Le capitalisme périphérique en Afrique tropicale et dans sa région australe*

L'ensemble austral est la partie la plus « avancée » du continent au sud du Sahara, celle qui est la plus profondément intégrée dans le système capitaliste mondial en qualité de région périphérique dominée. S'agissant de la transition au capitalisme périphérique en Afrique tropicale, en d'autres termes, de la transition au sous-développement, j'ai affirmé que, jusqu'à présent, le développement du capitalisme au sud du Sahara, Afrique australe exclue, n'avait été que marginal et superficiel. L'Afrique

③ est encore, dans une large mesure, une zone de réserve pour le développement du capitalisme<sup>1</sup>.

Il me semble que l'on peut distinguer trois phases dans la formation et le développement du capitalisme périphérique. Dans la première phase, la société précapitaliste est soumise à un pouvoir étranger qui lui impose certaines activités productives exportatrices. Ces activités revêtent différentes formes allant des systèmes de pillage et de dévastation économique pure et simple aux économies de traite et/ou aux économies d'enclaves (minières notamment). Le pillage économique ne permet pas même la reproduction simple de l'économie et, en particulier, la reproduction de la force de travail (comme en témoignent les économies minières de l'Amérique espagnole des débuts ou l'économie des « compagnies concessionnaires » en Afrique équatoriale française et au Congo belge). Les économies de traite sont caractérisées par la subordination de la paysannerie au capital marchand. Cette forme de la domination du mode de production capitaliste sur les modes précapitalistes est l'équivalent « africain » des économies esclavagistes des Amériques. Quant aux économies minières, elles ne sont apparues que lorsque l'exportation de capital est devenue possible. Cette première phase est donc marquée par l'absence de prolétarisation et, partant, l'inexistence d'un mode de production capitaliste à proprement parler.

La domination du mode de production capitaliste — encore externe durant cette phase — est assurée par la domination politique. C'est encore le cas de la Rhodésie. L'analyse que G. Arrighi avait faite de cette économie détruit le mythe idéologique de l'introduction « pacifique » des relations capitalistes, qui est supposée résulter des réactions spontanées de l'*homo oeconomicus* à une comparaison entre des « revenus » différents issus « d'activités productives » différentes<sup>2</sup>. Pierre-Philippe Rey a également montré d'une manière lumineuse le rôle de la domination politique sur l'exemple du Congo. Ce faisant, il définissait la nature de la transition en la qualifiant d'économie politique de la colonisation<sup>3</sup>.

1. A ce sujet, voir S. AMIN, *Le développement inégal*, Paris, Minuit, 1973; *L'impérialisme et le développement inégal*, Paris, Minuit, 1976; *La crise de l'impérialisme*, Paris, Minuit, 1975; *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Anthropos, 1976, particulièrement *Sous-développement et dépendance en Afrique noire*.

2. Giovanni ARRIGHI, *The Political Economy of Rhodesia*, Mouton, 1968; Giovanni ARRIGHI et John SAUL, *Essays on the Political Economy of Africa*, New York, Monthly Review Press, 1973.

3. Pierre-Philippe REY, *Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme*, Paris, Maspéro, 1971.

(U) L'Afrique tropicale, en dehors de sa partie australe, est encore largement dans cette phase première de l'intégration dans le système mondial. Toutefois, ce serait une erreur d'oublier que l'Afrique est aujourd'hui en voie de franchir le seuil qui a été franchi ailleurs dès 1930. Cette seconde phase est caractérisée par l'implantation massive de relations capitalistes directes. Cette implantation, qui opère dans le contexte de l'industrialisation par substitution d'importations, prend la forme de combinaisons différentes selon les pays, associant le capital étranger, le capital local privé et le capital public. Les effets immédiats de ce type de développement sont bien connus : distorsions dans la distribution du revenu et de la demande qui reproduisent les conditions du système, chômage et marginalisation, etc. Mais une analyse plus profonde s'impose. La particularité de ce mode de production capitaliste périphérique est qu'il bénéficie des avantages simultanés d'une main-d'œuvre bon marché et de la technologie moderne. Cette seconde caractéristique implique une dépendance extérieure sans cesse renouvelée, non parce qu'elle serait imposée de l'extérieur, mais parce qu'elle est activement recherchée par les classes sociales locales qui en bénéficient. La première caractéristique implique le maintien de relations précapitalistes par des alliances passées avec des classes particulières selon les situations. En d'autres termes, deux problèmes doivent être distingués : a) le caractère spécifique du mode de production capitaliste périphérique par rapport au mode central; b) la domination du mode périphérique sur le mode précapitaliste. En Afrique tropicale, le modèle d'industrialisation par substitution d'importations n'a été amorcé que récemment, à une époque où déjà les sociétés multinationales dominaient la scène. Ce fait ainsi que la faiblesse originelle — en fait la quasi-inexistence — du capital privé local ont donné des caractères particuliers à ce modèle. Tout d'abord, son caractère moderne, et par conséquent sa capacité de se développer à des rythmes rapides. Comment pourrait-on expliquer la lutte d'influence acharnée à laquelle les puissances se livrent en Afrique s'il n'y avait là un potentiel important qui peut être exploité dans un court délai ? Il y a ensuite le rôle local important rempli par les bourgeoisies d'Etat. Ailleurs dans le Tiers Monde, le développement de cette seconde phase a été — dans une grande mesure — le fait de bourgeoisies nationales « privées ». Parce que celles-ci n'existent pas en Afrique, le développement de cette seconde phase a été assuré par la petite bourgeoisie bureaucratique qui aspire ainsi à élargir sa base et à consolider son pouvoir en utilisant l'Etat. Cette transformation particulière est très frappante en Afrique où la majorité des expériences ont été hâtivement qualifiées de « socialistes » pour cette raison. Cela n'a pas

été aussi fréquemment le cas en Asie et en Amérique latine même à un niveau de développement supérieur.

(S) Nous assistons maintenant aux débuts d'une troisième phase de l'évolution du capitalisme périphérique. Alors que dans la première phase la demande externe était le seul moteur de la croissance, ce n'était déjà plus le cas dans la seconde phase. Avec l'industrialisation, le marché interne devient progressivement le premier stimulant de la croissance, même si ce marché est déformé dans sa structure. Néanmoins, dans cette seconde phase, le commerce d'exportation conserve sa structure antérieure (exportations de produits de base). C'est au plan des importations que la modification structurelle est sensible : les importations de produits industriels et alimentaires remplacent progressivement celles des produits manufacturés de consommation (l'apparition d'importations alimentaires dans des pays qui sont encore pour l'essentiel agricoles provient des distorsions dans l'affectation des ressources au détriment de la production agricole dans les conditions du capitalisme périphérique). Dès lors, l'aggravation des contradictions inhérentes à la deuxième phase crée les conditions internes et externes d'une phase nouvelle caractérisée par une division internationale du travail nouvelle, mais toujours inégale, dans laquelle la périphérie devient exportatrice de produits industriels « classiques » (laissant de ce fait au centre les avantages de la spécialisation dans les industries plus modernes) et importatrice des excédents alimentaires de l'agriculture capitaliste avancée. L'implantation des *run away industries* en Extrême-Orient signale cette tendance nouvelle du système.

Il n'est nullement impossible que l'Afrique participe rapidement à cette nouvelle division internationale du travail, auquel cas les phases II et III auraient tendance à s'y confondre. Le processus d'urbanisation accéléré en cours permet de supposer que dans vingt ans le continent sera très différent de ce qu'il est actuellement. La croissance du prolétariat urbain nécessaire à ce nouveau type de « développement » est par ailleurs le signe que les systèmes ruraux traditionnels se décomposent à un rythme également accéléré.

Dans ces conditions, il est douteux que l'on puisse considérer les salariés comme une masse uniforme de « privilégiés » qui tirent des avantages, même limités, du système. Ils bénéficient effectivement d'avantages — à des degrés variables — aux débuts de la transition de la première à la seconde phase. Une analyse trop statique projette incorrectement cette situation temporaire dans le futur. C'est pourquoi il n'est pas même exact que les salaires aient augmenté partout au cours des années 1960. Sur ce plan on aurait tort de faire trop vite confiance

à la mode selon laquelle les ouvriers seraient désormais des « privilégiés »<sup>4</sup>. Au Zaïre, par exemple, les salaires réels du prolétariat et des cols blancs les moins rémunérés ont diminué de 40 % entre 1960 et 1968<sup>5</sup>. Dans un certain nombre de pays, les salaires monétaires (de même que les prix d'achat aux paysans des produits agricoles destinés à l'exportation) ont été gelés, alors que l'inflation mondiale et l'accroissement des charges fiscales indirectes réduisaient considérablement leur valeur réelle. Presque partout la « nouvelle classe » s'approprie une part importante du revenu national aux dépens de la paysannerie et du prolétariat urbain. Elle crée ainsi les conditions d'un développement pervers qui pourra progresser rapidement si, comme au Brésil, le capital étranger et l'Etat le financent. La croissance de la population marginalisée permet une réduction progressive des « privilèges » accordés au prolétariat à une phase antérieure. En analysant cette question sous cet éclairage, j'hésiterais beaucoup à qualifier la masse des salariés africains « d'aristocratie ouvrière ».

Ainsi donc apparaissent les conditions qui rendent possible une convergence entre les masses marginalisées, le prolétariat urbain et la paysannerie pauvre, appauvrie et semi-prolétarisée. Bien que je rejette toute croyance messianique à une vocation révolutionnaire du prolétariat, je n'accepte pas davantage d'y substituer les « pauvres » ou les « paysans » en général. Il ne faudrait néanmoins pas sous-estimer l'importance des révoltes paysannes qui ont embrasé le continent africain ces vingt dernières années — même si certaines de ces révoltes ont été récupérées par une petite bourgeoisie « populiste », par suite de leur confusion idéologique et des faiblesses de leur organisation, tandis que d'autres ont sombré dans le borbier du « tribalisme ». Compte tenu de ces expériences, j'aimerais revenir sur certaines idées que j'ai exprimées il y a dix ans concernant le caractère supposé « progressiste » de la croissance de la petite production marchande et de la désintégration des relations précapitalistes. Le débat sur ce thème rappelle les échanges de vues entre Marx et Vera Zassoulich concernant le potentiel du *mir* russe. Vingt ans plus tard, Lénine devait qualifier la stratégie populiste d'incorrecte, parce que, entre-temps, le capitalisme s'était considérablement développé dans les campagnes russes. Aujourd'hui, un capitalisme médiocre et borné s'est déjà emparé de nombreuses régions d'Afrique. Pour la Tanzanie et d'autres pays, une idéologie et des structures d'organisation

4. Ce point de vue que nous critiquons a été particulièrement défendu par H. A. TURNER, *Wage Trends, Wage Policies and Collective Bargaining : the Problems of Underdeveloped Countries*, Cambridge, 1965.

5. Bernard RYELANDT, *L'inflation en pays sous-développé*, Mouton, 1970.

correctes impliquent que les Ujamaa, par exemple, deviennent un pas en avant vers une transformation socialiste. L'idéologie et la structure d'organisation correctes sont donc celles qui permettent et renforcent l'alliance fondamentale entre le prolétariat exploité et la paysannerie. C'est pourquoi tout développement de la production fondé sur le marché et le profit (notamment par le moyen du capitalisme agraire), qui met cette alliance en question, est négatif à long terme, même si à court terme il facilite une croissance rapide de la production. Ce type de développement engendre des inégalités qui ne sont pas historiquement nécessaires mais qui sont en fait négatives même en termes de croissance à plus long terme de la production.

C'est là le fond du problème. A mon avis, la transition en Afrique, et dans le Tiers Monde en général, exige que l'effort porte principalement sur l'accroissement de la productivité dans les secteurs où la grande masse de la population se trouve déjà rassemblée et que cet accroissement soit conçu pour entraîner une amélioration immédiate des conditions de vie. Or, le capitalisme agraire rend impossible cette double exigence et, par conséquent, la voie socialiste s'impose historiquement.

Dans cette perspective, le rôle du secteur moderne doit être renversé : actuellement le maigre surplus extorqué au secteur pauvre alimente l'autre secteur, alors que c'est le contraire qui devrait être envisagé, comme le démontrent amplement les expériences de la Chine, de la Corée, du Viêt-nam et du Cambodge. C'est là la condition même d'une libération véritable, particulièrement en Afrique australe, où la phase III du développement périphérique est déjà largement amorcée et où, aussi, la libération nationale (en Angola et au Mozambique) laisse encore les plus grands espoirs.

## 2. La liquidation du colonialisme portugais et ses conséquences

Il n'y a pas de doute que l'objectif premier de l'expansionnisme sud-africain, dont on verra qu'il est une condition nécessaire de survie de ce système, est constitué par l'Angola et le Mozambique que Pretoria cherche à reconquérir après la victoire des mouvements de libération de ces pays sur le colonialisme portugais. Il est donc nécessaire d'examiner de plus près la nature du système colonial portugais et des structures économiques et sociales qu'il a léguées aux Etats maintenant indépendants, particulièrement en Angola, la plus « riche » et donc la plus convoitée des anciennes colonies de Lisbonne.

La traite des esclaves, particulièrement active sur cette partie de la côte Atlantique, déforme et appauvrit l'évolution du royaume du Congo : le

pays se dépeuple, les différenciations au sein de la société traditionnelle s'éliminent progressivement, l'ancienne structure de l'Etat se désagrège. Telles sont les origines lointaines du sous-développement de l'Afrique, qui commence avec son intégration dans le système capitaliste naissant de l'époque mercantiliste. L'économie de traite simple et d'exploitation minière qui s'étend de la conquête à la fin du siècle dernier, jusqu'aux années 50, constitue la seconde étape de la formation du sous-développement de l'Angola. Les mécanismes de cette exploitation sont bien connus : mise en valeur coloniale fondée sur le développement des cultures d'exploitation et des produits miniers (café, sisal, diamants...), qui assure l'essentiel de la croissance économique, marché protégé pour les produits manufacturés de consommation et les excédents agricoles du Portugal (textiles, vins...), couverture des déficits en devises de la métropole, financement de l'appareil administratif colonial et des investissements d'infrastructure nécessaires à cette mise en valeur par la colonie elle-même. Ce type de mise en valeur exige une très dure exploitation du prolétariat et de la masse des paysans intégrés au système de l'économie de traite, accélère la prolétarianisation des paysans et exige sans cesse le recours à des moyens « non économiques », notamment le *travail forcé*. Rien jusque-là ne distingue les colonies portugaises des autres colonies européennes d'Afrique. On n'insistera jamais suffisamment, à notre avis, sur ce point que la colonisation portugaise en Afrique n'a nullement été « plus arriérée » et « plus brutale » que les autres. La mise en valeur économique des colonies portugaises à la fin des années 50 n'est pas moins avancée que celle de l'ensemble du continent, comme en témoignent les indicateurs principaux (produit intérieur brut, exportations et investissements par tête). Les « plans » portugais dans ce domaine ressemblent jusque dans le détail aux « Fidès » français et les méthodes racistes et esclavagistes (administration directe, refus de formation d'une « élite » locale, travail forcé) communes à tout le continent. La différence entre les colonies portugaises et les autres se situe beaucoup moins dans le passé (antérieur à 1960) que dans les perspectives qu'impose l'appartenance de l'Angola et du Mozambique à la sphère de l'impérialisme naissant de l'Afrique du Sud.

Certes en 1960 déjà l'Angola présente une caractéristique particulière qui va s'accroître par la suite et faciliter son intégration dans la sphère sud-africaine : il commence à devenir une colonie de peuplement. Il faut rappeler ici que l'émigration portugaise résulte du développement du capitalisme dans la métropole. La dictature de Salazar a en effet atténué la dépendance traditionnelle dans laquelle le Portugal se trouvait depuis des siècles à l'égard de l'Angleterre, en s'orientant notamment vers les

puissances fascistes. Durant les années 30, pendant et après la guerre, la bourgeoisie portugaise a obtenu une meilleure place dans l'équilibre politique intérieur et extérieur du pays, ce qui a permis un essor du capitalisme. Cet essor a entraîné une accélération de la prolétarianisation dans les campagnes. L'émigration — soupape de sûreté atténuant la crise sociale — est devenue une nécessité, comme pour l'Angleterre au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne et l'Europe centrale à la fin du siècle, qui ont bénéficié du peuplement de l'Amérique et des Dominions blancs. Cependant, cette émigration est à peine amorcée lorsque la guerre de libération éclate. Le taux de croissance moyen annuel de la population blanche passe de 7,9 % entre 1940 et 1950 à près de 12 % pour la décennie suivante. Si donc en 1960, lorsque l'Angleterre, la France puis la Belgique décident de procéder à une « décolonisation » partielle, par en haut, le Portugal s'y refuse, ce n'est pas parce que les Portugais auraient été particulièrement « stupides » ou incapables d'en faire autant par préjugé « raciste ». C'est tout simplement parce que la bourgeoisie portugaise à ce stade de son développement avait besoin de colonies et que le système néo-colonial ne lui aurait pas permis de résoudre de la même manière son problème d'exode rural. La bourgeoisie portugaise, qui se préparait à entrer dans l'Europe, avait besoin, pour cette raison, de ses colonies. Ce n'est donc pas « l'arriération » du Portugal qui expliquerait son ultracolonialisme, c'est au contraire là le produit de sa modernisation. Quelle était en effet l'alternative pour le Portugal : si les ressources en capitaux que lui procurait le pillage de ses colonies et le déversement de son excédent de main-d'œuvre avaient cessé, il lui aurait fallu faire davantage appel aux capitaux européens et accentuer l'émigration de ses paysans vers l'Europe. Nul doute que cette alternative aurait affaibli son pouvoir de marchandage. C'est un problème devenu apparent depuis le 25 avril 1974 et la perte des colonies.

La guerre de libération a mis en échec ce projet portugais. La dialectique de la lutte a déplacé la question et inscrit désormais l'avenir de l'Angola et du Mozambique dans celui de toute l'Afrique australe. L'alternative n'est plus colonisation portugaise ou libération (néo-coloniale ou véritable), mais intégration dans la sphère du nouvel impérialisme sud-africain ou libération (réelle évidemment).

Pour faire supporter le coût de la guerre aux peuples angolais et mozambiquais, le Portugal a en effet été curieusement contraint de « développer » l'Angola; disons plus précisément d'accroître sa mise en valeur coloniale. L'extraordinaire croissance de l'exploitation minière (fer, pétrole, diamants), comme celle de l'agriculture de plantation européenne pouvaient faire parler d'un « miracle économique ». Car rien

ne distingue la structure économique de ce type de croissance accélérée de celle de quelques autres pays africains indépendants, où, de la même manière, l'impulsion et le contrôle de la croissance sont intégralement assumés par le capital étranger. N'eût été la guerre de libération — de plus en plus coûteuse — cette croissance économique rapide aurait permis son propre financement en ce qui concerne le secteur public (administration et investissements d'infrastructure), la balance des paiements extérieurs et les finances publiques auraient été à l'aise. Le double déficit dans ces secteurs était dû à la guerre. Or, ce processus dialectique de guerre et d'accentuation de la mise en valeur économique *dépossédait* le Portugal. C'est le grand capital étranger (américain, européen, japonais et de plus en plus sud-africain) qui finançait le développement minier, c'est le capital sud-africain qui finançait la colonisation de peuplement (voir la mise en valeur de 500 000 ha grâce au barrage de Grove).

Peu à peu d'ailleurs le *pouvoir blanc* mis en place en Angola acquérait son autonomie à l'égard du Portugal et s'intégrait dans l'espace sud-africain. L'industrie légère qui commençait à être édiflée risquait d'être de moins en moins confinée aux traditionnelles industries de « valorisation des exportations » et de substitution d'importations de produits manufacturés non durables pour la consommation des masses africaines intégrées dans le marché mondial, comme c'est le cas ailleurs en Afrique. Autour du noyau de peuplement blanc pouvait se constituer une industrie autocentrée qui aurait été plus loin, comme c'est le cas en Rhodésie et en Afrique du Sud, les Africains fournissant à cette industrie la main-d'œuvre à bon marché. Ce modèle de *colonisation interne* qui se développe dans toute cette région de l'Afrique est fondé sur la *marginalisation* des Africains auxquels le système refuse l'accès au marché (conséquence de leur surexploitation). L'aggravation du racisme (*l'apartheid*) apparaît alors, non comme un « vestige du passé » qui diminue avec le développement, mais au contraire une forme d'avenir du développement du capitalisme blanc en Afrique australe, réduisant à néant les « illusions » (si illusions il y a !) de ceux qui proposent le « dialogue » avec les racistes de Pretoria. Ces phénomènes de *colonialisme interne*, courants en Amérique latine, font de l'Afrique australe (et de l'Angola), non la région la plus arriérée du continent, mais au contraire la plus « avancée », et aussi, pour cette raison, celle où les contradictions sont les plus aiguës, d'où la radicalisation de la lutte, la confusion possible entre le thème de la libération nationale et celui du socialisme.

L'expansionnisme sud-africain est tout entier inscrit dans cette option : l'accumulation du capital sud-africain a besoin d'un espace grandissant d'autant plus qu'il est fondé sur une surexploitation des

masses noires et que le débouché du noyau de peuplement blanc reste limité, cet espace grandissant devant fournir un prolétariat auquel on refuse les conditions normales de sa propre reproduction. Cette partie du monde risque donc de ressembler de plus en plus au projet hitlérien d'un gigantesque camp de concentration. Mais le projet peut être mis en échec si la résistance des peuples rend impossible le recrutement des nouveaux esclaves, comme finalement l'Empire romain a commencé à se désagréger à partir du moment où les sources de razzias d'esclaves ont commencé à se tarir.

L'analogie avec Israël, qui obéit très exactement à la même dynamique et se propose aujourd'hui d'imposer non pas la *paix*, mais l'acceptation d'une « ouverture » qui ferait des Etats arabes des semi-colonies d'Israël comme l'Afrique du Sud se constitue sa clientèle de vassaux, s'impose.

Ces problèmes ne doivent donc pas être vus comme des « conflits de nationalismes » (nationalisme noir contre nationalisme sud-africain, arabe contre israélien), mais comme les formes contemporaines du conflit entre l'impérialisme et les peuples. A l'heure actuelle, l'Afrique australe nous rappelle qu'Hitler n'est pas derrière nous, mais hélas toujours devant.

### 3. La nouvelle stratégie de l'impérialisme en Afrique australe

La victoire des peuples de l'Angola et du Mozambique a contraint l'impérialisme à reculer, mais non à capituler. Cette victoire peut ouvrir une phase nouvelle de la libération, qui ne peut s'achever qu'avec la victoire du socialisme dans toute la région, comme nous avons tenté d'en esquisser la nature et la stratégie dans la section 1, ou, en cas d'échec ultérieur de cette lutte, accélérer la mise en place de formes nouvelles, plus avancées, de l'exploitation impérialiste des peuples, dans le cadre d'une nouvelle division internationale inégale du travail. La stratégie nouvelle de l'impérialisme s'emploie donc à dévoyer la lutte de libération nationale pour engager la région dans cette dernière direction, et en définitive faire avorter la possibilité historique d'une libération véritable.

N'oublions pas, en effet, l'expérience historique des autres régions de l'Afrique. La victoire du peuple égyptien en 1956, récupérant le canal de Suez et contraignant les agresseurs anglais, français et israéliens à renoncer à l'occupation de celui-ci, la longue et tenace lutte armée du peuple algérien depuis 1954 avaient en leur temps amené les Britanniques et les Français à concevoir et à mettre en œuvre une « décolonisation » au sud du Sahara qui, si elle marque bien un recul de l'impérialisme,

n'en a pas moins été parfaitement maîtrisée, assurant par là même une intégration plus poussée encore du continent dans le système impérialiste néo-colonial. Qui plus est, au nord du continent, les victoires de 1956 et 1962 n'ont pas réglé les problèmes essentiels, ni au plan de la mise en place d'un pouvoir social populaire irréversible, ni même à celui de la liquidation du noyau dur de la présence impérialiste directe que représente l'Etat sioniste. Et il faudrait faire preuve d'un optimisme naïf pour ne pas voir la collusion des nouvelles classes dirigeantes de la région avec l'impérialisme et le sionisme.

Dans la nouvelle stratégie impérialiste, la défaite portugaise de 1975 devrait amorcer un règlement du même genre en Afrique australe, comportant trois volets : 1) la « reconnaissance » définitive de l'Etat raciste d'Afrique du Sud et l'abandon de nos frères noirs (à mettre en parallèle avec celle d'Israël et l'abandon des Palestiniens); 2) la mise en tutelle par cet Etat des peuples du Lesotho, du Swaziland, du Botswana, de la Namibie — auxquels une « demi-indépendance » pourrait être concédée — et des Bantoustans — « indépendants » au quart ! (à mettre en parallèle avec les « protectorats » israéliens sur la Palestine et — qui sait ? — le Liban et la Jordanie); 3) le renforcement ou la restauration néo-coloniale au Malawi, en Zambie, en Tanzanie, au Mozambique et en Angola (à mettre en parallèle avec les « restaurations » au Moyen-Orient)<sup>6</sup>.

Mais il s'agit là d'un projet impérialiste. La réponse des peuples de la région a été donnée sans tarder à Soweto. Il n'en demeure pas moins que les impérialistes poursuivent leur action en tentant de « régler l'affaire rhodésienne à la kényane ». S'ils y parvenaient, ce n'est plus l'Afrique du Sud qui serait isolée, mais le Mozambique et l'Angola. Tels sont, en tout cas, les espoirs de M. Kissinger et des fonctionnaires de l'ancien Colonial Office de Londres ayant renoncé à penser et mettre en œuvre pour leur compte une stratégie de redéploiement. Ceux-ci répètent donc ici leur rôle de « brillant second », fourrier de l'impérialisme américain, qu'ils ont tenu en Palestine trente ans plus tôt.

L'annonce, donc, que les Petits Blancs du Zimbabwe allaient être sacrifiés sur l'autel de l'impérialisme n'avait rien d'inattendu. En 1962, en Algérie, de Gaulle n'avait-il pas sacrifié de la même manière, et dans la même perspective stratégique, les Pieds-Noirs ? Les curiosités de l'histoire avaient amené les Britanniques à reproduire dans cette région de l'Afrique en plein xx<sup>e</sup> siècle une tentative de colonisation de peuple-

6. Pour un parallèle avec le Moyen-Orient, voir S. AMIN, *La nation arabe, nationalisme et lutte de classes*, Paris, Minuit, 1976.

ment agraire que les Français avaient pratiquée au xix<sup>e</sup> siècle en Algérie. Mais au Zimbabwe comme en Algérie, les lois de l'économie capitaliste devaient finalement s'imposer : progressivement, les petits planteurs blancs doivent laisser la place à des sociétés agricoles de production du tabac, fortement intégrées aux monopoles de l'industrie des cigarettes. Après la deuxième guerre mondiale, le centre de gravité de l'économie de la colonisation blanche s'est déplacé vers l'industrie légère, alimentant sa croissance par sa propre demande : progressivement s'est ainsi constituée une industrie parasitaire, non articulée sur l'agriculture africaine dont elle se nourrit en partie (par la main-d'œuvre à bon marché qu'elle lui fournit) sans jamais la servir (ni en *inputs* permettant l'amélioration de sa productivité, ni en biens de consommation répondant à la croissance du revenu de ses producteurs). Là encore, le parallèle avec le chancre du peuplement européen en Afrique du Nord s'impose. Nathan Shamuyarira, dans une analyse de l'économie de plantation, montre que si le néocolonialisme est un système impossible pour les Petits Blancs, une solution « kényane » est toujours menaçante, la bourgeoisie noire, si embryonnaire soit-elle, étant disposée à prendre la relève sur les terres de la colonisation. Les faiblesses historiques du mouvement de libération au Zimbabwe favorisent ces spéculations. Il reste que l'entêtement toujours possible des Petits Blancs d'une part, la radicalisation de la lutte de libération à partir de la nouvelle base du Mozambique d'autre part peuvent, conjugués, faire s'évanouir les rêves néocoloniaux.

Il en est de même — *mutatis mutandis* — en Namibie. Livré par les Britanniques aux Sud-Africains, le peuple namibien, soumis à des formes d'oppression sauvages (voir l'étude de Tjiriange), est parvenu à tenir en échec le projet de « bantoustanisation » élaboré pour régler son sort par Pretoria. Surmontant les divisions dites « tribales », isolant les chefs « traditionnels » collaborateurs, le mouvement de libération de la Namibie oblige l'impérialisme à hésiter entre deux stratégies : ou bien soutenir l'Afrique du Sud, ou bien tenter une solution néo-coloniale « indépendante ». Dans la première hypothèse, l'accentuation de la lutte en Namibie devrait finir par se créer des échos dans les régions où la politique des « Bantoustans » est, jusqu'à présent, parvenue à « faire régner le calme ».

Car la stratégie des « Bantoustans » ne doit pas être prise à la légère par les forces de libération. Il ne suffit pas de démontrer que les autorités du Transkei sont tout à la dévotion de Pretoria, ce qui est évident. Il ne suffit pas de dénoncer les opérations de « division tribale » ou même de prétendre que le « tribalisme » ne peut pas coexister avec le capitalisme.

M

Ceci est déjà plus discutable : le capitalisme est capable de coexister, en les dominant, avec des formes précapitalistes qui lui permettent de capter à son avantage un surprofit, de transformer des formes précapitalistes de surplus en plus-value et en profit. Le fait est que l'organisation des « réserves » de main-d'œuvre migrante à bon marché, le cantonnement tribal dans ces réserves, la création d'une classe de chefs collaborateurs, s'ils n'ont pas pu empêcher la conscience de classe prolétarienne chez les travailleurs migrants sur les lieux de leur exploitation, ont réduit jusqu'ici la poursuite de leur lutte dans leurs « réserves » d'origine. On est sans doute très mal renseigné sur les luttes de classes à l'intérieur des Bantoustans. On n'y connaît pas la distribution des terres par exemple. Mais ces ignorances témoignent précisément du succès de Pretoria dans ce domaine. Il reste que ces luttes peuvent aussi se radicaliser ici-même, surtout si, comme cela est possible, l'écho des succès de nos camarades de Namibie y parvient. Toutes les conditions objectives existent qui permettent de joindre ces luttes avec celles que les prolétaires africains mènent au cœur même de l'Afrique du Sud.

Il n'y a pas même de doute, à notre avis, que si les projets néocoloniaux devaient être tenus en échec au Zimbabwe et en Namibie, l'équilibre impérial qui domine les pays indépendants (Zambie, Malawi, Botswana, Lesotho et Swaziland) s'avérerait à coup sûr fragile. Or la remise en question des positions sud-africaines dans l'économie de tout l'ensemble de la région révélerait aussi la vulnérabilité des positions des monopoles en Afrique du Sud même. Car l'accumulation au cœur de « l'Empire » s'alimente aussi des surprofits tirés de toute la ceinture nord, tant des mines de Namibie, du Botswana et de l'Angola, que de l'énergie de l'Angola et du Mozambique et des investissements multiples dans tous ces pays (tourisme, agriculture de plantation, industries diverses, chemins de fer, etc.). Il va sans dire que ces positions, ébranlées déjà au Mozambique et en Angola, menacent tout l'édifice. C'est pourquoi il n'y a pas de doute que l'ensemble des forces réactionnaires extérieures (le capital sud-africain, portugais, européen et nord-américain), en dépit de divergences secondaires des objectifs et des stratégies, se constitueront en alliance avec les forces réactionnaires internes, au Mozambique et en Angola, comme ailleurs, pour tenter de renverser la vapeur.

#### 4. Les contradictions du système sud-africain

Rien ne sera définitivement acquis dans la région tant que des coups décisifs n'auront pas été portés au cœur de l'Empire : en Azanie même. Une analyse correcte de la nature et des spécificités du capitalisme en

15

Afrique du Sud s'impose donc, si l'on veut comprendre les raisons véritables de son expansionnisme nécessaire.

L'Afrique du Sud constitue le seul pôle industriel relativement développé sur le continent au sud du Sahara, le pôle le plus prolétarisé, le seul pays africain au sud du Sahara dont le prolétariat industriel se compte par millions et non par dizaines de milliers. Sur tout le continent, il n'y a de classe ouvrière aussi importante qu'en Egypte. Il est donc absolument nécessaire de comprendre la nature du système sud-africain et de ses particularités en vue d'analyser correctement et concrètement les contradictions réelles qui le traversent.

Car il s'agit d'un système d'ensemble : l'histoire, l'économie, la politique et l'idéologie n'y sont pas juxtaposées, mais intégrées dans un ensemble cohérent. Dans ce cadre, le racisme sud-africain n'est pas un épiphénomène, hérité du passé, dont le système économique pourrait se passer comme il peut s'en accommoder. Il est essentiel au mécanisme de l'économie. La société et l'économie de l'Afrique du Sud ne sont nullement « dualistes » car les « réserves » ont une fonction essentielle au service du secteur « moderne » : celle de fournir de la main-d'œuvre à bon marché. Dès lors, l'orientation de l'économie est nécessairement extravertie. Car le marché interne est limité étroitement par les bas salaires des Africains, tandis que le secteur exportateur bénéficie de ces salaires qui, joints à l'emploi de techniques modernes, permettent des profits particulièrement élevés. L'économie minière, qui a été l'œuvre du capital britannique (non *boer*), a été la première bénéficiaire du système des « réserves » et de l'*apartheid*. L'économie agraire patriarcale boer, de son côté, qui aurait été menacée par la modernisation et la concentration, a pu subsister malgré ses techniques arriérées, grâce à cette main-d'œuvre bon marché. C'est aussi parce que le marché interne est limité que l'Etat a dû prendre l'initiative des créations d'industries autocentrées (sidérurgie, etc.).

On comprend alors pourquoi l'opposition (« anglophone ») doit demeurer inconsistante. Le système, parfaitement cohérent, ne saurait s'effondrer de lui-même, par l'effet d'une soi-disant contradiction entre l'économique (qui aurait intérêt à une amélioration des salaires) et le politico-idéologique. La « solution » naturelle du système c'est l'*expansionnisme*, l'extension de la zone dominée palliant l'insuffisance du marché interne. L'évolution de la Rhodésie, les visées sud-africaines sur l'Angola, le Mozambique, l'« annexion » économique du Malawi, les menaces qui pèsent sur la Zambie, Madagascar et la Tanzanie démontrent en effet que quinze années de croissance rapide de ce type ont conduit l'Afrique du Sud à cette conclusion. Aux « optimistes » qui pensent que

16

la richesse économique doit nécessairement conduire peu à peu à l'atténuation des distorsions sociales (ici prenant la forme raciale), la réalité sud-africaine apporte un démenti cinglant : le système peut aussi évoluer vers une oppression de plus en plus barbare.

C'est dans ce cadre qu'il faut examiner les questions spécifiques qui se posent à propos de l'Afrique du Sud. Nous en retiendrons deux : 1) la question de la « classe ouvrière blanche », et 2) celle de la nature « sous-impérialiste » ou non du système.

La question est la suivante : y a-t-il une « classe ouvrière blanche » en Afrique du Sud, exploitée comme le prolétariat noir par le même capital ? L'antagonisme qui oppose Noirs et Blancs dans les mines et les usines est-il le produit d'une habile politique de la classe dirigeante, divisant les travailleurs sur une base raciale, fondant à son tour une inégalité de droits politiques ? Ou bien la « classe ouvrière blanche » est-elle un « faux prolétariat », c'est-à-dire une classe qui ne génère pas de plus-value mais participe, avec le capital, à son appropriation ? Les deux thèses ont été avancées avec passion<sup>7</sup>.

On sait que le mouvement ouvrier international de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale — comme de la dissidence trotskyste — a toujours adopté le premier point de vue, et qualifié de « déviation nationaliste » le second.

L'analyse des données comptables du secteur minier révèle que la production brute du secteur s'élevait en 1972 à 1,9 milliard de rands dont 0,6 d'inputs et d'amortissements, laissant une valeur ajoutée de 1,3 milliard partagée entre 0,6 milliard de salaires et 0,7 milliard de plus-value (taux de plus-value : environ 130 %). Cette masse de valeur ajoutée divisée par le nombre total de travailleurs du secteur donne 1 963 rands par tête. Or le salaire moyen du travailleur blanc est ici de 5 098 rands, celui du Noir de 302 rands. Qui prétendra dans ces conditions que les travailleurs blancs ne consomment pas plus de surplus qu'ils ne contribuent à en produire ?

Mais, répondent les partisans de la première thèse, ce calcul néglige les productivités inégales des deux catégories de travailleurs. Argument que je qualifierai sans hésitation d'idéologique. Car le produit est le résultat du travailleur collectif et son partage entre les différentes catégories de travailleurs qui composent le collectif ne dépend pas de la « productivité » de chacune de celles-ci. La hiérarchie de ces « productivités » ne saurait être mesurée par celle des salaires, comme le fait l'éco-

7. On trouvera un écho de ce débat dans le travail de KAPLAN (voir l'article de WOLPE). Voir aussi Hosea JAFFE, *Processo capitalista e teoria dell'accumulazione*, Milano, Jaca Book, 1973.

17

19

nomie bourgeoise, recourant par là même à une tautologie pure et simple. Si cette hiérarchie était déterminée par le coût de production différencié des différentes catégories de la force de travail, comme Marx le suggère dans son analyse de la valeur de cette force, elle serait infiniment plus tassée, l'ouvrier « spécialisé » et même « professionnel » étant presque aussi déqualifié par le progrès de la technologie capitaliste que le manoeuvre<sup>8</sup>. Par ailleurs, il est évident que les catégories dites « supérieures » exercent largement des fonctions de « supervision » du travail et, à ce titre, s'inscrivent dans la famille des travaux improductifs imposés par le mode d'exploitation.

Le refus de ces vérités essentielles est tenace, et l'on comprend pourquoi. *Mutatis mutandis*, des questions de même nature caractérisent les rapports d'exploitation capitaliste à l'échelle mondiale. Au sein du système impérialiste mondial, et compte tenu de son partage entre des centres impérialistes dominants et des périphéries dominées, qui produit la plus-value et qui la « consomme » ? Après que Lénine eut soulevé pour la première fois cette question brûlante, des efforts tenaces n'ont-ils pas été déployés pour réduire la nature et l'ampleur de la fameuse « aristocratie ouvrière » ? Que l'on examine par exemple la question du « tertiaire ». Le « surdéveloppement » du tertiaire et sa concentration au centre du système seraient-ils possible sans la surexploitation dans la périphérie du « primaire » (pillage des ressources minières et du sol agraire) et du « secondaire » (taux de plus-value considérablement plus élevés pour des productivités équivalentes — les industries du Tiers Monde étant également « modernes ») ? Dans ce cas, ce surdéveloppement ne traduit-il pas, largement au moins, une consommation de plus-value générée à l'échelle mondiale ? Prétendre que ce « tertiaire » est productif parce qu'il distribue des revenus, et mesurer cette productivité par ces revenus, n'est-ce pas là encore faire la pétition de principe de l'économie vulgaire ? La discussion qui s'est instaurée ces dernières années à partir de « l'échange inégal », qui a conduit à une réappréciation de la nature de la division internationale inégale du travail, a révélé les résistances idéologiques à tirer les conclusions ultimes du fait impérialiste. Et n'est-il pas caractéristique qu'il ait fallu attendre la révolution culturelle en Chine pour voir émerger à nouveau des thèses fondamentales du *Capital* concernant la division du travail, la nature productive ou non de celui-ci, la hiérarchie des salaires, etc.<sup>9</sup> ?

8. Harry BRAVERMAN, *Travail et capitalisme monopoliste*, Maspero, 1976.

9. Voir S. AMIN, *Le développement inégal ; L'impérialisme et le développement inégal ; La crise de l'impérialisme*, op. cit. ; S. AMIN, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Paris, Anthropos, 1973.

Ces résistances révèlent bien qu'il y a des intérêts de classe en jeu. Les « nouvelles classes moyennes » au centre du système n'ont-elles pas une conscience claire des privilèges qu'elles tirent de l'impérialisme ? Et en Afrique du Sud, les « travailleurs » blancs ignorent-ils ces réalités brutales que révèlent les chiffres cités ? Ignorent-ils que le rapport des revenus par tête des Blancs et des Noirs, qui était de 13 à 1 en 1960, s'est accru pour devenir 14 à 1 en 1970 ? Ignorent-ils que des rapports socialistes imposeraient immédiatement une révision massive de ces rapports — quelles que soient les « productivités » réelles ou prétendues — et que l'égalité nécessaire, élément primordial d'une amorce quelconque de transition au socialisme, signifierait la réduction massive de leur niveau de vie ? Quels arguments idéologiques pourraient les convaincre contre leur intérêt de classe évident ? En tout cas, je suis frappé par l'analogie extraordinaire entre les chiffres et les rapports caractérisant l'Afrique du Sud actuelle et ceux de l'Algérie coloniale : mêmes proportions entre « Pieds-Noirs » et Algériens, d'une manière flagrante<sup>10</sup>. Et aussi même discours idéologique concernant la « nation » (algérienne) en soi-disant formation (par mélange des deux populations !) et les intérêts « communs » des « deux prolétariats ». Or l'affaire s'est soldée, comme on le sait, par l'émigration massive des Pieds-Noirs. Et si la révolution du peuple algérien a été, selon certains, récupérée par la petite bourgeoisie, est-ce que cela est dû au « nationalisme » algérien ou au refus des partis dits communistes de renoncer à leur stratégie erronée concernant les « travailleurs » pieds-noirs ?

Dans ce sens, l'Afrique du Sud nous présente, en microcosme, une image du système impérialiste mondial. En ce sens, l'Afrique du Sud n'est pas une forme « arriérée » de capitalisme, mais au contraire l'image hideuse de ce que deviendrait de plus en plus le système impérialiste mondial s'il continue à se « développer » selon sa logique propre. C'est dans ce cadre que nous situerions le débat concernant la nature « particulière » de l'Afrique du Sud. Les expressions de « colonialisme interne », ou de « sous-impérialisme », entraîneront fatalement des disputes sémantiques futiles si l'on ne donne pas un contenu précis à ces expressions descriptives, plus ou moins analogiques, mais non rigoureuses par elles-mêmes.

Microcosme à l'image du système mondial en devenir, l'Afrique du Sud est, en cela, effectivement particulière. C'est pourquoi les tendances d'avenir du système impérialiste s'y retrouvent, qualitativement, en avance.

10. Voir S. AMIN, *Le Maghreb moderne*, Minuit, 1968; *L'économie du Maghreb*, Paris, Minuit, 1966, 2 vol.

Première caractéristique : la mondialisation du processus productif, ici représenté par la fusion des intérêts des monopoles américains, japonais, européens et sud-africains. Les données sont frappantes : 30 % des investissements et des profits des monopoles us en Afrique concernent l'Afrique du Sud ; pétrole excepté cette proportion s'élève à 60 % ; et pour l'industrie de transformation, elle est de 95 %.

Seconde caractéristique : ici, en Afrique du Sud, le capital local est un partenaire égal — même s'il est plus « faible » — alors qu'ailleurs dans le Tiers Monde le capital indigène est jusqu'ici comprador ou compradorisé. En Afrique du Sud, le capital étranger a été contraint de participer, avec le capital local, à mettre en place une structure auto-centrée intégrée et non une structure extravertie comme dans le Tiers Monde. Nous disons contraint, car cela a été là l'effet de l'hégémonie politique de la bourgeoisie locale (et de son Etat).

Troisième caractéristique : la bourgeoisie locale a mis en œuvre cette stratégie collectivement, par le moyen de son Etat, partenaire principal des monopoles étrangers. La forme étatique — stade suprême de la centralisation du capital — devance ici une tendance visible également ailleurs. Et l'alliance de type « révisionniste » entre ce capital d'Etat et une fraction des « travailleurs » (les Blancs qui accèdent à la consommation du surplus) précède aussi une tendance visible ailleurs, qui constitue l'autre branche de l'alternative au socialisme.

Quatrième caractéristique : le capitalisme sud-africain accède d'emblée à la phase impérialiste qui exige son expansionnisme.

Pour toutes ces raisons, nous avons soutenu la thèse que l'Afrique du Sud n'est pas une périphérie. Car la périphérie se définit, jusqu'à présent, par l'absence de ces caractères : faiblesse (relative) des investissements des monopoles en dehors des secteurs d'exportation primaire, compradorisation du capital indigène, inconsistance étatique, absence d'expansionnisme. Et à notre avis, il en est ainsi même dans les pays les plus « avancés » du Tiers Monde, tout au moins à l'heure actuelle. La thèse du sous-impérialisme, proposée par Ruy Mario Marini à partir du cas brésilien, a eu l'avantage indéniable de poser pour la première fois les prémices de cette discussion concernant l'avenir possible de la périphérie au cas où des ruptures socialistes n'y interviendraient pas. De la soumission au capital étranger à l'alliance avec lui, l'Etat ne peut-il pas prendre ici aussi consistance et ouvrir l'avenue d'un développement capitaliste autonome ? Capitalisme autonome (non autarcique) et intégré dans un réseau d'interdépendance (et non plus de dépendance asymétrique qualitativement), fût-elle interdépendance inégale (le capitalisme anglais n'est pas l'égal du capitalisme nord-américain). J'exclus encore